



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1994/1305  
17 novembre 1994

ORIGINAL : FRANÇAIS

---

LETTRE DATÉE DU 15 NOVEMBRE 1994, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM DE LA MISSION PERMANENTE DU  
ZAÏRE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Sur ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir une copie de l'accord tripartite sur le rapatriement des réfugiés rwandais du Zaïre, signé à Kinshasa le 24 octobre 1994 par le Premier Ministre Faustin Twagiramungu, pour le Gouvernement de la République rwandaise; par le Premier Ministre Léon Kengo wa Dondo, pour le Gouvernement de la République du Zaïre et par M. John McCallin, pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Il est également joint à cet accord tripartite le communiqué conjoint qui a sanctionné la visite de travail que le Premier Ministre rwandais avait effectuée au Zaïre du 22 au 24 octobre 1994.

Le Gouvernement du Zaïre vous serait reconnaissant de bien vouloir publier cette lettre ainsi que ses annexes comme documents du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,

Ministre plénipotentiaire,

Représentant permanent adjoint

(Signé) Lukavu KHABOUJI N'ZAJI

ANNEXE I

Accord tripartite sur le rapatriement des réfugiés rwandais au Zaïre

PRÉAMBULE

Le Gouvernement de la République rwandaise, le Gouvernement de la République du Zaïre et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ci-après désignés les Parties contractantes,

a) Reconnaissant que les droits de tous les citoyens à quitter leur pays et à y revenir sont des droits fondamentaux de l'homme consacrés notamment dans l'article 13 2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et dans l'article 12 du Pacte international sur les droits civils et politiques de 1966;

b) Considérant la Convention de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique du 10 septembre 1969 et plus particulièrement l'article V traitant du rapatriement volontaire;

c) Rappelant que la résolution 428 (V) du 14 décembre 1950 de l'Assemblée générale des Nations Unies, établissant le statut du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, assigne au Haut Commissaire la fonction de fournir une protection internationale aux réfugiés et de chercher des solutions permanentes aux problèmes des réfugiés, notamment en encourageant et en facilitant le rapatriement librement consenti;

d) Estimant que le rapatriement librement consenti, lorsqu'il est réalisable, constitue la meilleure solution durable au problème des réfugiés et que les conclusions 18 (XXXI) et 40 (XXXVI) du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire établissant des principes et des normes reconnus au plan international régissant le rapatriement librement consenti des réfugiés;

e) Soulignant l'importance des principes contenus dans le Protocole d'accord conclu à Arusha, le 9 juin 1993, entre le Gouvernement de la République rwandaise et le Front patriotique rwandais sur le rapatriement des réfugiés rwandais et la réinstallation des personnes déplacées;

f) Considérant le communiqué du 26 juillet 1994 sanctionnant la rencontre entre le Président de la République rwandaise et le Président de la République du Zaïre ainsi que le communiqué conjoint publié à l'issue des travaux de la réunion ministérielle zaïro-rwandaise tenue à Goma le 1er septembre 1994;

g) Reconnaissant la nécessité de définir les procédures et modalités spécifiques du rapatriement librement consenti et de la réintégration définitive au Rwanda des réfugiés rwandais au Zaïre avec l'assistance de la communauté internationale par le biais du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ce dernier pouvant recevoir, le cas échéant, l'appui d'autres institutions des Nations Unies et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales;

/...

Sont convenus de ce qui suit :

#### DROIT AU RETOUR

##### Article 1

Tout réfugié rwandais qui souhaite regagner son pays a le droit de le faire sans condition préalable.

#### CARACTÈRE VOLONTAIRE DU RAPATRIEMENT

##### Article 2

Les Parties contractantes réaffirment par les présentes que le rapatriement des réfugiés rwandais au Zaïre n'interviendra que sur la base de leur souhait librement exprimé.

#### RESPONSABILITÉS DU PAYS D'ASILE : LA RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE

##### Article 3

Le Gouvernement de la République du Zaïre s'engage à garantir le caractère volontaire du rapatriement des réfugiés rwandais en prenant, en consultation avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, toutes les dispositions nécessaires pour assurer la mise en oeuvre de ce principe fondamental inhérent à la protection internationale. À cet effet, il prendra toutes les mesures qui s'imposent pour éviter que les réfugiés ne soient indûment influencés. Il s'engage à respecter les clauses pertinentes des Conventions de Genève de 1951 et de l'Organisation de l'unité africaine de 1969 sur les réfugiés.

##### Article 4

Le Gouvernement de la République du Zaïre garantira au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés l'accès sans entrave à son territoire et aux réfugiés pour la mise en oeuvre de l'opération de rapatriement.

##### Article 5

Le Gouvernement de la République du Zaïre facilitera le départ des réfugiés rwandais et simplifiera les formalités de la sortie de leurs biens et effets personnels à la frontière.

#### RESPONSABILITÉS DU PAYS D'ORIGINE : LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE

##### Article 6

Le Gouvernement de la République rwandaise s'engage à renforcer, voire créer, les structures administratives, policières et judiciaires et à tout mettre en oeuvre afin d'assurer le retour des réfugiés dans la sécurité et la dignité. Il sollicitera pour ce faire l'appui de la communauté internationale.

/...

Article 7

Le Gouvernement de la République rwandaise prendra toutes les mesures nécessaires pour créer les conditions propices à la réintégration des réfugiés.

Article 8

Le Gouvernement de la République rwandaise prendra toutes les dispositions nécessaires à l'information, à la sensibilisation et à la préparation de la population résidant dans les régions où les réfugiés rentreront, afin d'apprendre aux uns et aux autres à vivre en harmonie sans autres considérations.

Article 9

Le Gouvernement de la République rwandaise simplifiera les formalités de retour des réfugiés et facilitera l'entrée de leurs biens et effets personnels qui seront exemptés des droits de douane conformément à la réglementation en vigueur. Les contrôles à la frontière seront limités au minimum nécessaire et s'exerceront dans le plein respect des droits fondamentaux des rapatriés.

Article 10

Le Gouvernement de la République rwandaise facilitera l'action du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés dans l'opération de rapatriement et notamment l'accompagnement des rapatriés et l'accès de fonctionnaires du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à leurs lieux de résidence.

Article 11

En vue d'assurer une paix sociale durable et une réconciliation nationale effective, le Gouvernement de la République rwandaise prendra toutes les mesures à même de permettre aux rapatriés de s'établir à nouveau dans les localités d'origine ou de leur choix et d'assurer la protection de leurs biens meubles et immeubles. Il réglera également avec toute la diligence requise les contentieux relatifs à la propriété et à la jouissance desdits biens.

Article 12

Le Gouvernement de la République rwandaise prendra, en étroite coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, les mesures nécessaires pour assurer la réintégration de tous les rapatriés, y compris ceux qui ont longtemps séjourné en dehors du Rwanda.

Article 13

Le Gouvernement de la République rwandaise assurera la réintégration des réfugiés rwandais dans la vie économique et sociale et, dans la mesure du possible, dans les différentes sphères de la fonction publique nationale. Il garantira l'égale jouissance par ces derniers de tous les droits économiques et sociaux, civils et politiques, consacrés par le droit interne et le droit international.

/...

Article 14

Le Gouvernement de la République rwandaise garantira au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés l'accès sans entrave à son territoire et aux rapatriés pour la mise en oeuvre de l'opération de rapatriement.

RESPONSABILITÉS DU HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES  
POUR LES RÉFUGIÉS

Article 15

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés vérifiera, à travers le libre accès aux réfugiés, le caractère volontaire de la décision de rapatriement.

Article 16

Le Haut Commissariat établira une présence dans les principales zones d'installation des rapatriés afin de faciliter leur retour dans la sécurité et la dignité et d'encourager la mise en oeuvre de mesures permettant leur réinsertion. Le cas échéant, il sollicitera la coopération des autres agences des Nations Unies et d'autres organisations pour répondre aux besoins des réfugiés.

Article 17

Le Haut Commissariat veillera à ce que les femmes seules et les enfants mineurs non accompagnés réfugiés jouissent d'une protection et d'une attention spéciale garantissant leurs droits fondamentaux et de l'unité de la famille.

Article 18

Le Haut Commissariat veillera également à ce que les réfugiés rwandais qui n'opteraient pas pour le rapatriement continuent de bénéficier de l'asile sur le territoire zaïrois, et ce, jusqu'à ce qu'ils puissent retourner dans leur pays d'origine dans la sécurité et la dignité.

Article 19

Le Haut Commissariat assurera la coordination ainsi que la mobilisation des moyens financiers et logistiques nécessaires pour la mise en oeuvre des opérations.

LA SOUS-COMMISSION CHARGÉE DES QUESTIONS DE RAPATRIEMENT

Article 20

Une sous-commission chargée des questions de rapatriement a été créée au terme de la réunion ministérielle zaïro-rwandaise tenue le 1er septembre 1994 à Goma.

#### Article 21

La Sous-Commission sera composée de 16 membres. Le Gouvernement de la République du Zaïre et le Gouvernement de la République rwandaise désigneront chacun sept membres provenant des ministères suivants :

Cabinet du Premier Ministre;  
Intérieur;  
Justice;  
Défense;  
Affaires étrangères;  
Affaires sociales;  
Réhabilitation et intégration sociale/Coopération internationale.

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés y sera représenté par deux membres, l'un désigné au sein de sa délégation au Rwanda et l'autre au sein de sa délégation au Zaïre. Elle sera présidée alternativement par un représentant de la République du Zaïre et celui de la République rwandaise. Le président de la Sous-Commission désignera un rapporteur pour la réunion et déterminera la date et le lieu de la tenue de la réunion suivante.

#### Article 22

La Sous-Commission tiendra sa première réunion au plus tard dans le mois consécutif à la date de la désignation de ses membres et adoptera son règlement intérieur. Elle se réunira au moins une fois tous les deux mois. Des réunions extraordinaires pourront être convoquées à la demande expresse de l'une des Parties au présent accord.

Les réunions de la Sous-Commission se tiendront sur le territoire zaïrois ou rwandais ou bien dans un pays tiers, le cas échéant. Elle peut, lorsqu'elle le considère opportun, inviter ou autoriser toute personne ou organisation concernée par l'opération de rapatriement à participer à ses délibérations en qualité d'observateur.

Les délibérations de la Sous-Commission seront consignées dans des rapports qui seront transmis aux Parties contractantes.

#### Article 23

La Sous-Commission est chargée de surveiller la mise en oeuvre des mesures facilitant le rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais et l'insertion des rapatriés dans leurs communautés d'origine. Elle veillera au respect des clauses du présent accord, particulièrement celles afférentes à la sécurité et à l'assistance des rapatriés.

La Sous-Commission informera les Parties contractantes des progrès réalisés et des difficultés rencontrées. Elle leur recommandera en conséquence toutes les mesures permettant de les surmonter.

Article 24

La Sous-Commission effectuera des missions au Zaïre et au Rwanda après communication de son programme aux Parties contractantes. Celles-ci faciliteront ces missions de la Sous-Commission et notamment l'accès sans entrave aux réfugiés et aux rapatriés rwandais. La Sous-Commission visitera les sites d'établissement des rapatriés afin de vérifier la prise des dispositions nécessaires au rapatriement dans la sécurité et la dignité et s'assurera de l'application des mesures requises pour faciliter l'accueil des rapatriés. Elle proposera les solutions adéquates aux problèmes constatés.

Article 25

La Sous-Commission organisera des campagnes visant à diffuser parmi les réfugiés rwandais au Zaïre des informations pertinentes relatives au rapatriement afin que ces derniers soient à même de prendre la décision de rentrer en pleine connaissance de cause. Elle facilitera, si nécessaire, des visites au Rwanda de représentants des réfugiés afin qu'ils puissent se rendre compte par eux-mêmes de la situation qui y prévaut et par la suite en informer les leurs.

Article 26

La Sous-Commission élaborera les moyens d'enregistrement des réfugiés souhaitant rentrer au Rwanda.

Article 27

La Sous-Commission conviendra des postes frontière pour les mouvements organisés de rapatriement librement consenti.

Article 28

Afin de faciliter la tâche de la Sous-Commission, les Parties contractantes lui fourniront à sa demande toutes les informations ainsi que la logistique nécessaires pour la mise en oeuvre du présent Accord.

CLAUSES FINALES

Article 29

Le présent Accord entrera en vigueur dès sa signature par les Parties contractantes.

Article 30

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord, ou au sujet duquel aucune disposition n'est expressément prévue dans le texte dudit accord, sera résolu à l'amiable par le biais de consultations entre les Parties contractantes.

Article 31

Le présent accord pourra être révisé par consentement mutuel entre les signataires.

Article 32

Le présent accord restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par consentement mutuel entre les signataires ou par la notification écrite de la dénonciation unilatérale d'un signataire aux autres signataires, la dénonciation prenant effet à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de la date de notification.

En foi de quoi, le présent accord a été signé ci-dessous par les représentants dûment mandatés des Parties contractantes.

Fait à Kinshasa, le 24 octobre 1994.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE RWANDAISE :

Le Premier Ministre

(Signé) Faustin TWAGIRAMUNGU

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE :

Le Premier Ministre

(Signé) Léon KENGO wa DONDO

POUR LE HAUT COMMISSARIAT DES  
NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS :

L'adjoint à l'Envoyé spécial du  
Haut Commissaire pour le Rwanda

(Signé) John McCALLIN



ANNEXE II

Communiqué conjoint du Premier Ministre du Zaïre et du  
Premier Ministre du Rwanda daté du 24 octobre 1994

1. À l'invitation de S. E. M. Léon Kengo wa Dondo, Premier Ministre de la République du Zaïre, S. E. M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre de la République rwandaise, a effectué une visite de travail en République du Zaïre du 22 au 24 octobre 1994.
2. La délégation rwandaise était conduite par S. E. M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre de la République rwandaise, assisté de M. Charles Ntakirutinka, Ministre des travaux publics et de l'énergie; tandis que celle du Zaïre était dirigée par S. E. M. Léon Kengo wa Dondo, Premier Ministre, assisté de M. Gustave Malumba Mbangula, Vice-Premier Ministre et Ministre de l'intérieur, du Grand Amiral Mavua Mudima, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense nationale, de M. Gérard Kamanda wa Kamanda, Vice-Premier Ministre et Ministre de la justice, Garde des sceaux et réformes institutionnelles, de Mme Soki Fuani Eyenga, Ministre des affaires sociales, et de M. Mukulumanya wa Ngate Zenda, Vice-Ministre des relations extérieures.
3. Au cours de leurs entretiens, les deux chefs de gouvernement ont passé en revue l'état des relations entre le Zaïre et le Rwanda.
4. La question relative aux réfugiés rwandais se trouvant au Zaïre a particulièrement retenu l'attention des deux délégations. À ce sujet, les deux chefs de gouvernement et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ont procédé à la signature de l'accord tripartite sur le rapatriement des réfugiés rwandais du Zaïre.
5. Outre la question du rapatriement des réfugiés rwandais au Zaïre, les deux chefs de gouvernement ont discuté du problème des auteurs présumés des crimes divers commis au Rwanda et ayant trouvé asile au Zaïre.
6. Le Gouvernement du Zaïre s'engage à respecter les dispositions de la Déclaration sur l'asile territorial et réaffirme sa volonté de poursuivre la collaboration avec l'Organisation des Nations Unies dans le cadre des poursuites à engager contre les auteurs des massacres et du génocide au Rwanda.
7. S'agissant de la sécurité mutuelle, les deux chefs de gouvernement s'engagent à ne pas permettre que le territoire de l'un serve de base de déstabilisation de l'autre.
8. Par ailleurs, les deux chefs de gouvernement ont convenu de rendre opérationnelles, dans la première quinzaine du mois de novembre 1994, les sous-commissions créées à l'issue de la réunion ministérielle de Goma et qui avaient été chargées d'examiner de commun accord les problèmes relatifs :
  - a) Au rapatriement des réfugiés rwandais;
  - b) À la sécurité mutuelle;

/...

c) Aux biens, aux fins de restitution de biens rwandais et de réparation du préjudice subi par le Zaïre.

9. La rencontre entre les deux chefs de gouvernement a permis à la République du Zaïre de renouveler son appel à la communauté internationale en vue de l'aider à assurer l'éloignement, des frontières communes, des anciens militaires et dignitaires rwandais se trouvant au Nord et au Sud-Kivu, en attendant qu'il leur soit trouvé une autre terre d'accueil.

10. Les deux chefs de gouvernement lancent un appel pressant à la communauté internationale pour qu'elle aide la République rwandaise à créer les conditions propices à la réintégration des réfugiés rwandais, notamment en mettant en place des centres d'accueil à l'intérieur du territoire rwandais. Ces centres seront librement accessibles aux agents du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et à ceux d'autres agences du système des Nations Unies dans le cadre de l'exercice de leurs mandats respectifs.

11. Les deux chefs de gouvernement ont émis le vœu de voir redémarrer rapidement les activités de la Communauté économique des pays des Grands Lacs.

12. Les entretiens des deux chefs de gouvernement se sont déroulés dans une atmosphère empreinte de franchise et de compréhension mutuelle.

Fait à Kinshasa, le 24 octobre 1994.

POUR LA RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE :

Le Premier Ministre

(Signé) Léon KENGO wa DONDO

POUR LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE :

Le Premier Ministre

(Signé) Faustin TWAGIRAMUNGU

-----